

éditorial

Tibet : Chut ! On négocie avec Pékin

A l'écart des caméras, et sans médiatisation d'aucune sorte, un autre processus de paix s'est enclenché. Là aussi, il s'agit d'un combat vieux de plus de cinquante ans. Là aussi, un peuple est "occupé" par un autre qui n'hésite pas à implanter des colonies de peuplement. Là aussi, ce peuple a réussi depuis des décennies à susciter un fort mouvement d'adhésion internationale en faveur de son indépendance... Mais là s'arrête la comparaison entre le Tibet et la Palestine, notamment parce que la lutte des Tibétains est principalement non-violente, à l'opposé du terrorisme revendiqué pendant longtemps par la résistance palestinienne.

Nous avons donc été nombreux à soutenir les droits du Tibet, où se mêlaient une noble cause politique, un zeste de spiritualité bouddhique et la beauté des hauts plateaux himalayens. Mais, aujourd'hui, comme le révèle notre dossier, le romantisme de cette résistance a laissé place au pragmatisme. Le Tibet a changé, les Tibétains également, qu'ils se trouvent dans leur territoire ou en exil. Pékin lui aussi a bougé : la Chine se doit de réussir ses Jeux olympiques et doit se montrer plus souple. A la tête de l'empire se trouve maintenant un homme, Hu Jintao, qui connaît très bien le Tibet pour y avoir réprimé les émeutes antichinoises de 1989. Et, précisément parce qu'il a été en poste à Lhassa, il sait qu'il y a matière à négocier. Le rapport de forces et la démographie sont de son côté : n'y a-t-il pas de plus en plus de Chinois dans le Tibet ? De leur côté, le dalaï-lama et le gouvernement en exil n'ont plus l'indépendance à l'esprit, ils réclament désormais un statut similaire à celui de Hong Kong ("un pays, deux systèmes") ; mais, dans les faits, ils seraient prêts à accepter une autonomie d'une portée encore moindre.

Qu'on le regrette ou non, le Toit du monde est lui aussi redescendu sur terre : il est entré dans la mondialisation. Une mondialisation, faut-il le rappeler, fortement centrée sur... la Chine.

Philippe Thureau-Dangin

Chut ! Pékin et Dharamsala négocient

Les discussions ont repris depuis 2002 autour d'une possible autonomie du Tibet. Une bonne base de départ, estime un observateur tibétain.



Moulin à prières et téléphone portable à Lhassa

Les négociations qui se poursuivent actuellement, dans le plus grand secret, entre Dharamsala [siège du gouvernement tibétain en exil] et Pékin prennent leur origine dans le voyage que quatre émissaires spéciaux du dalaï-lama ont effectué le 9 septembre 2002 dans la capitale chinoise, après neuf ans de gel des relations bilatérales. Pour que cette visite soit possible et qu'un dialogue puisse reprendre, le Premier ministre en exil, Samdhong Rinpoche, s'était efforcé de convaincre son gouvernement et son peuple – mais aussi l'ensemble des organisations qui soutiennent la cause tibétaine dans le monde entier – de mettre fin aux actions de protestation contre le gouvernement communiste chinois. Il fut d'ailleurs écouté, car la rhétorique anticommuniste et les actions de protestation ont été considérablement atténuées.

L'échec des précédentes négociations [en 1993] avait montré que Pékin n'accepterait jamais de prendre en compte la revendication centrale du gouvernement en exil [c'est-à-dire l'indépendance du Tibet]. C'est pourquoi le gouvernement de Dharamsala a fini par modifier sa position, en ne réclamant plus qu'un "haut degré d'autonomie". Cela

étant, le gouvernement chinois reste très méfiant. S'il a accepté de renouer le dialogue, il ne cesse de rappeler ses conditions préalables à toute négociation : **la reconnaissance du fait que le Tibet fait partie de la Chine depuis l'Antiquité**, et l'affirmation du principe selon lequel Taïwan fait partie du territoire chinois.

L'objectif des négociations en cours est clairement défini comme étant la revendication d'un "haut degré d'autonomie". Mais reste à définir un modèle de fonctionnement et un plan concret d'application. Comment l'autonomie peut-elle s'organiser et jusqu'où peut-elle aller ? Si l'on se réfère aux modèles existants, lequel est le plus convenable, le plus réaliste et le plus acceptable ? Samdhong Rinpoche a proposé dans le passé d'adopter le modèle de Hong Kong, qui repose sur le principe "un pays, deux systèmes" et qui offrirait selon lui un degré d'autonomie convenable pour le Tibet.

La situation de Hong Kong – qui a reçu son statut de région administrative spéciale au sein de la république populaire de Chine en juillet 1997 – était cependant très différente. Le territoire avait en effet subi un siècle et demi de colonisation britannique, ce qui avait engendré une identité culturelle très particulière et un contexte international complexe. Hong Kong s'était par ailleurs très rapidement développé, se classant parmi les quatre "petits dragons" industriels de l'Asie et devenant un centre financier de premier plan à l'échelle mondiale. Peuplé de Chinois, Hong Kong pouvait par ailleurs s'identifier parfaitement à la culture et à l'éthique chinoise. Le cas du Tibet est évidemment très différent : **il s'agit d'un pays fermé et arriéré, qui est resté isolé pendant des siècles et qui vient de connaître un demi-siècle d'occupation étrangère.** Deux situations aussi différentes peuvent-elles aboutir à la même solution ?

Lorsque le gouvernement de Dharamsala a évoqué le "modèle de Hong Kong", l'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) Jiang Zemin n'a pas tardé à réagir. **"Le Tibet, a-t-il déclaré, a été libéré pacifiquement il y a cinquante ans. Il s'est développé au même pas que la patrie socialiste. Quelle que soit la période considérée, que ce soit dans le passé ou aujourd'hui, le système tibétain a toujours été radicalement différent de celui de Hong Kong."** Les paroles de Jiang Zemin, qui traduisaient la pensée de la direction du PCC, ne pouvaient que nous alerter sur les réticences de Pékin. Si les Hongkongais ont pu négocier avec une bonne marge de manœuvre le système répondant au principe "un pays, deux systèmes", c'est parce qu'ils bénéficiaient d'une situation très favorable au moment où se sont engagées les négociations de la rétrocession à la Chine. Ce qui n'est pas le cas des Tibétains actuellement.

S'il faut cesser de prendre Hong Kong comme référence, cela ne signifie pas qu'il faille abandonner le principe "un pays, deux systèmes". Car il peut se décliner sous différentes formes. Pour forger un modèle pour le Tibet, les Tibétains ne peuvent négocier que dans la limite de leurs propres exigences et de leur propre situation. **"Nous ne cherchons pas à nous séparer de la Chine, nous demandons seulement une autonomie digne de ce nom, qui nous permette de préserver la culture et l'environnement naturel du Tibet", a déclaré le dalai-lama.**

En 1951, au moment de la conclusion de l'Accord en dix-sept points, les Tibétains ont eu le sentiment d'être mis sous le joug d'une puissance étrangère. [Cet accord, signé sous la pression entre Pékin et les représentants du gouvernement tibétain de Lhassa, et par lequel la Chine garantissait au Tibet l'autonomie politique, la pérennité de l'autorité du dalai-lama et la liberté religieuse, tandis que le Tibet acceptait la présence militaire chinoise sur son territoire, fut dénoncé par le dalai-lama après sa fuite en exil en Inde, en 1959.] Et les huit années de coopération entre le gouvernement chinois et le gouvernement tibétain qui ont suivi [de 1951 à 1959] se sont soldées par une rupture **[soulèvement du 10 mars 1959 et fuite du dalai-lama en Inde], le PCC n'ayant pas respecté ses engagements et ayant voulu imposer aux Tibétains la mise en œuvre de prétendues "réformes démocratiques"**. Aujourd'hui, la situation est différente : les Tibétains ont minoré leurs exigences et peuvent mieux adhérer à l'esprit de cet accord initial. Après cinquante ans d'histoire mouvementée, les sources qui ont conduit à la confrontation se sont tariées. Si les négociateurs reviennent à la lettre de l'Accord en dix-sept points comme cadre de leurs discussions, nul doute qu'ils puissent s'entendre.

Depuis la réouverture du dialogue, le gouvernement en exil s'est attaché à créer une ambiance apaisante en faisant de plus en plus preuve de prudence et de souplesse. Cette année, au moment de la commémoration de la répression du soulèvement du 10 mars [1959], la société tibétaine en exil a fait preuve de retenue dans ses manifestations. Il est visible que le gouvernement en exil et son peuple tenaient à faire passer un message de sincérité. Le gouvernement chinois s'appuie depuis des décennies sur l'Accord en dix-sept points comme fondement de sa souveraineté sur le Tibet. Et le dalai-lama a souligné devant la presse internationale, lors d'un voyage aux Etats-Unis [en septembre 2003], que cet accord renfermait l'essentiel du modèle "un pays, deux systèmes". Si la volonté du gouvernement chinois est aussi sincère, un retour à l'Accord en dix-sept points pourrait être considéré comme un chemin à suivre pour résoudre le problème du Tibet.

* Tibétain, diplômé de chinois. Il a enseigné dans la province du Qinghai. Exilé en Inde en 2000, il y a traduit des œuvres du dalai-lama en chinois.

Drugyal Tstring*

Résister à l'impérialisme culturel chinois

L'écrivain chinois Wang Lixiong s'insurge contre le dépérissement programmé de la culture tibétaine. Et souligne le rôle que peut jouer l'intelligentsia locale sinophone pour sa défense.

Dans la controverse sur le Tibet, les questions culturelles focalisent l'attention. En réponse aux critiques qui lui sont adressées par les observateurs étrangers, le gouvernement chinois cite ses nombreuses initiatives visant à protéger la culture tibétaine : la restauration des temples, la protection du patrimoine culturel, la promotion de l'enseignement de la langue écrite tibétaine, l'instauration de règlements rendant obligatoire l'usage des deux langues [chinoise et tibétaine] ou encore la sauvegarde d'arts en voie de disparition. De leur côté, la communauté internationale et les exilés tibétains condamnent l'attitude de la Chine dans ces différents domaines, exemples à l'appui. Les deux parties arrivent à des conclusions diamétralement opposées. Pour ma part, je considère que débattre de la culture sous cet angle revient à s'écarter du fond du problème, car **la culture d'un peuple réside avant tout dans sa capacité d'expression.**

Or, de ce point de vue, il est évident que les autorités chinoises cherchent à détruire et à étouffer la culture tibétaine. Il est clair qu'elles ne permettent pas au peuple tibétain de s'exprimer. Elles contrôlent toute forme d'expression et sanctionnent sévèrement toute incartade, comme l'illustre le cas de Wei Se [connue également sous le nom de Woesser], une écrivaine tibétaine qui écrit en langue chinoise. Née en 1966 à Lhasa, elle a grandi dans la préfecture autonome tibétaine de la province du Sichuan. Diplômée en 1988 de la faculté de lettres chinoises de l'Institut des minorités nationales du Sud-Ouest, elle a d'abord travaillé comme journaliste dans le département autonome tibétain de Ganzi, avant d'être nommée en 1990 à Lhasa à la rédaction de la revue *Xizang Wenxue* ["Littérature tibétaine"]. Parmi tous ses écrits, son ouvrage *Xizang Biji* ["Notes du Tibet"] lui a causé bien des ennuis. Il s'agit d'un recueil de nouvelles publié en 2003 à Canton. Bien que plébiscité par les lecteurs et réédité dans la foulée, il est très vite entré dans le collimateur du Département du front uni [autorités centrales en charge de la politique vis-à-vis des minorités], qui a estimé que l'ouvrage comportait de *"graves erreurs politiques"*. A la suite de quoi, sa vente a été interdite dans la Région autonome, puis dans toute la Chine. L'unité de travail de Wei Se, l'Association littéraire du Tibet, a considéré que *"Notes du Tibet exagère et amplifie le rôle positif joué par la religion dans la vie sociale. Certains chapitres trahissent une profonde vénération pour le dalai-lama, et par endroits expriment même une pensée nationaliste étroite et des opinions et des propos contraires à l'unité nationale et à la solidarité entre les peuples."*

Wei Se se trouvait alors à Pékin, où elle participait à une importante session de formation destinée à des rédacteurs en chef de périodiques. A l'époque, l'Association littéraire du Tibet envisageait de la nommer rédactrice en chef adjointe de *Xizang Wenxue*, mais, dès que l'affaire a éclaté, l'organisation a immédiatement mis fin à son séjour d'études et lui a enjoint de regagner Lhasa. **Un "groupe d'aide éducative" spécial a ensuite été constitué pour s'occuper de sa rééducation idéologique. On lui a alors demandé de "faire son autocritique" et de "changer de bord".**

Or il était impossible à Wei Se de le faire : elle ne pouvait pas renoncer à ses convictions religieuses. Pour *"changer de bord"*, il lui aurait fallu attaquer le 14e dalai-lama ou, au moins, répéter les propos du PCC : ***"Le dalai-lama est le chef de file du groupe politique séparatiste qui tente d'obtenir l'indépendance du Tibet. C'est un serviteur fidèle des forces antichinoises internationales. Il est à l'origine de l'agitation sociale au Tibet et constitue un obstacle majeur à la normalisation du bouddhisme tibétain."*** Comment Wei Se aurait-elle pu dire ce genre de choses de son propre leader spirituel ?

Une écrivaine soumise à des séances d'autocritique

En septembre 2003, Wei Se avait déjà été privée de son poste de travail (qu'elle aurait prétendument *"quitté de son propre gré"*) et des revenus qui en découlaient ; on lui avait ensuite confisqué son logement (elle est actuellement contrainte de vivre chez sa mère) ; on lui a enfin supprimé toute couverture sociale et interdit de demander un passeport. On l'a donc privée de l'essentiel. Seule la prison aurait pu être pire. Quiconque vit dans une société libre et même ceux qui vivent aujourd'hui en Chine populaire ont du mal à comprendre les raisons de tels châtements infligés aux Tibétains. La société chinoise est aujourd'hui très diversifiée. Il existe désormais en Chine un espace de développement assez important en dehors du système étatique, ce qui permet à de nombreuses personnes de vivre et de s'épanouir sans dépendre du régime. Mais **la société tibétaine, elle, est complètement tributaire des subsides de Pékin pour sa modernisation.**

C'est pourquoi les lettrés et les intellectuels, à l'exception des moines et des prêtres, sont pris dans les filets du système. Ou plutôt, **seuls ceux qui se placent aux côtés des autorités ont des chances de devenir des personnalités culturelles.**

J'ai longtemps eu du mal à comprendre pourquoi le Tibet n'a jamais produit d'intellectuels dissidents comme jadis l'URSS et les pays d'Europe de l'Est ou aujourd'hui la Chine continentale. Cette absence s'explique en grande partie par le fait que **les intellectuels tibétains n'ont pas d'endroit où évoluer en dehors du système, lequel exerce de ce fait une autorité absolue sur eux**. Un système qui fait vivre toutes les personnalités culturelles est un système qui contrôle toutes ces personnalités. Pour s'opposer au régime, il faut oser couper les ponts avec lui. Actuellement, l'oppression culturelle au Tibet agit principalement par le biais d'un contrôle étatique. Les sanctions infligées par les autorités à Wei Se ont valeur d'exemple.

De nos jours, l'impérialisme n'est plus seulement militaire et politique. Il a donc pris une nouvelle dimension, celle d'un **impérialisme culturel**. **Comme celui-ci a pénétré les esprits de chaque membre de la nationalité dominante, il s'est fondu dans le subconscient collectif et semble condamné à y rester. Cet impérialisme culturel se manifeste d'abord par de l'arrogance et une suffisance extrême**. Cette arrogance infiltre tous les domaines, au niveau du groupe ou de l'individu, de façon consciente ou inconsciente.

En se rendant de l'aéroport Gonggar à Lhassa, on traverse le chef-lieu de district de Qushui, où a été construite la place Taizhou. Cet ensemble à la superficie immense a englouti de nombreux terrains arables. Cette place a été conçue entièrement dans le style chinois, avec des kiosques, des ponts en pierre, un ruisseau... et s'intègre très mal dans son proche environnement. Elle est révélatrice de l'attitude condescendante, de l'outrecuidance culturelle et de la volonté d'étaler ses richesses d'un pays impérialiste. Sa construction s'est faite dans l'ignorance totale de la population et de la culture. Peut-être son seul but est-il justement de susciter l'admiration et un complexe d'infériorité chez les autochtones, et d'être un emblème de l'impérialisme culturel. Cette place est le symbole même d'une violence et d'une occupation culturelle à l'état pur.

Chez **les fonctionnaires chinois** qui gouvernent le Tibet, **l'outrecuidance culturelle** se manifeste à tout bout de champ. Le plus souvent, **on les entend reprocher aux autochtones d'être paresseux, rétrogrades, incultes, ignares, de ne rien comprendre aux choses scientifiques, ni au commerce et aux ficelles du marché**. Un cadre du Parti délégué à l'agriculture au sein du gouvernement local m'a montré des photos prises par ses soins pour me convaincre de la paresse des paysans tibétains. Dans leurs champs, il y avait beaucoup de pierres grandes comme la paume de la main et qu'ils n'enlevaient pas. N'était-ce pas de la paresse ? En fait, en été, de violentes pluies s'abattaient sur le Tibet. Les eaux pluviales lessivent les sols et, avec le fort ensoleillement, l'évaporation est très rapide. Laisser des pierres dans les champs permet de maintenir la terre en place en cas de pluie et limite les déperditions du sol. Lorsque le soleil est ardent, l'eau reste sous les pierres. **C'est une manière traditionnelle de préserver l'humidité, mais loin de Chinois l'idée que les Tibétains puissent se montrer plus intelligents qu'eux !**

Cette arrogance n'est pas seulement le propre des fonctionnaires. **Tous les Chinois présents au Tibet s'estiment supérieurs aux autochtones**. Qu'ils soient simples conducteurs de triporteurs, petits vendeurs ambulants de fruits ou portefaix, **tous parlent des Tibétains sur un ton méprisant et les considèrent comme stupides et arriérés**.

Même les démocrates chinois n'admettent en général pas qu'il y ait une oppression des minorités ethniques en Chine. Ils renvoient tout à un climat général de répression totalitaire et, sous prétexte que les Chinois en sont eux aussi victimes, demandent aux minorités non pas de revendiquer séparément des objectifs propres à leur peuple, mais de se battre aux côtés des Chinois Hans pour une démocratisation de la Chine. Or la réalité est tout autre. Les membres de minorités qui se rendent en terre han (c'est-à-dire d'ethnie chinoise) font la même amère constatation : les opinions qu'osent publier des Chinois Hans vaudraient la prison à leurs auteurs s'ils étaient membres de peuples minoritaires. D'autre part, même les Chinois démocrates s'accordent, sans le dire, sur un point : **pour garder son unité, la Chine démocratique de l'avenir n'hésitera pas à livrer bataille contre les nationalités qui s'entêteront à demander leur indépendance. Il n'est plus ici question d'oppression de toutes les nationalités par le pouvoir dictatorial, mais bien d'oppression des ethnies minoritaires par le peuple chinois han**.

Utiliser la langue chinoise pour convaincre l'adversaire

L'impérialisme culturel ne peut être combattu que par la culture. **Ce n'est que par l'expression de sa propre culture que l'on peut gagner et attirer la partie adverse à soi, et lui faire abandonner sa mentalité impérialiste, forcer son respect et retrouver une situation d'égalité**. Ce genre d'offensive constitue la meilleure défense possible de la culture d'une minorité. De ce point de vue, l'expression d'un peuple est particulièrement importante, mais elle peut demander une capacité supplémentaire, celle d'utiliser la langue dominante à un niveau de création artistique élevé.

La combinaison de facteurs historiques a fort heureusement doté le peuple tibétain de nombreux talents dans ce domaine. Parmi ces derniers, les écrivains et poètes tibétains écrivant en langue chinoise se comptent par centaines.

Ce phénomène est diversement apprécié au sein de la communauté tibétaine. Certains considèrent que c'est le résultat du colonialisme. De fait, si l'on se penche sur le cas de ces auteurs, on constate une assez forte empreinte colonialiste. Tout d'abord, la majorité d'entre eux sont nés et ont grandi dans une préfecture autonome tibétaine d'une province chinoise. Or ces entités résultent bien de la volonté de la Chine de diviser le pouvoir tibétain, en incorporant la partie du Tibet proche de la Chine à la Chine*. Dans ces préfectures tibétaines du Qinghai, du Gansu, du Sichuan et du Yunnan, **la sinisation est très avancée et l'enseignement du tibétain médiocre**. Beaucoup ne lisent pas le tibétain, certains ne savent même pas le parler. Ils ont soit du sang han, soit du sang hui dans les veines, ont un nom chinois qu'ils utilisent couramment et sont mariés à des Chinois. Pour la plupart, les parents de ces écrivains sont presque tous des cadres du Parti communiste chinois, souvent d'anciens membres du corps avancé qui a envahi militairement le Tibet en passant par l'Est. Faut-il considérer ces écrivains comme une honte, ou peut-on les considérer comme une richesse et une arme pour le peuple tibétain ?

La plupart des écrivains tibétains de langue chinoise sont de farouches défenseurs de l'identité tibétaine. Même si, bien souvent, ils n'osent pas l'exprimer ouvertement au niveau politique, **ce nationalisme est omniprésent dans leurs œuvres**. La seule chose qui unit vraiment ces écrivains à la culture de leur peuple, ce sont leurs croyances religieuses. Or la majeure partie de la culture tibétaine se concentre sur la religion, autour de laquelle les sentiments nationalistes se sont également forgés. Et si Wei Se a réussi à devenir un porte-parole de l'identité nationale tibétaine et un défenseur de la culture tibétaine, c'est parce qu'elle est une fervente adepte du bouddhisme tibétain.

De farouches défenseurs de l'identité tibétaine

Prenons un exemple, celui du célèbre nageur chinois Zhang Jian, qui a effectué la traversée à la nage du lac Qinghai. Or ce lac est sacré pour les Tibétains. Vouloir le dompter en le traversant constitue un blasphème à leurs yeux. Zhang Jian, ignorant que le lac Qinghai était un lieu sacré aux yeux des Tibétains, avait annoncé vouloir enchaîner par la traversée d'un autre lac sacré, le Namucuo. Un site tibétain en langue chinoise, Zangren Wenhua Wang ["Culture Tibet"] a alors publié une lettre ouverte à l'intention des autorités concernées. De son côté, Wei Se lança une pétition demandant à Zhang Jian de renoncer à son projet. La lettre ouverte et la pétition ont tout de suite circulé sur les sites chinois, ce qui a permis à un large public d'internautes chinois d'en prendre connaissance. Les Chinois Hans constituèrent près de la moitié des centaines de signataires de la pétition de Wei Se. Les médias chinois de l'étranger s'en sont également fait l'écho et l'affaire a focalisé l'attention. Face à la condamnation de l'opinion publique, Zhang Jian a annulé son projet de traverser à la nage le Namucuo. Cet exemple prouve combien les résultats peuvent être différents selon qu'une affaire est rendue publique ou qu'elle reste confinée au sein d'une communauté.

Le sort de Wei Se montre sans conteste qu'il y a un prix à payer lorsqu'on s'exprime ouvertement au Tibet, mais il serait étrange qu'il n'en soit pas ainsi. C'est un sacrifice inévitable dans la lutte contre l'impérialisme. L'affirmation d'une identité nationale ne peut que prendre la forme d'une opposition dans la Chine actuelle. Certes, au Tibet, on est encore loin de connaître une résistance digne de ce nom, mais les Tibétains ne peuvent tout de même pas rester toujours silencieux, il faut qu'ils fassent entendre ouvertement et durablement la voix de leur peuple.

* En 1950, la Chine a incorporé à ses provinces les parties de régions de population tibétaine du nord et de l'est du Tibet. A chaque étape de l'assimilation du Tibet à la Chine, les populations tibétaines divisées ont fait l'objet d'une différence de traitement très marquée.

Wang Lixiong
Yi Bao

Le rail à la conquête des hauts plateaux

Des cheminots construisent depuis juin 2001 la voie ferrée qui doit relier Lhassa au réseau chinois. Un journaliste du Guizhou célèbre cet exploit avec lyrisme, sans faire allusion au fait tibétain.

La construction de la ligne ferroviaire qui reliera le Qinghai au Tibet franchira le Toit du monde et constituera une formidable prouesse de l'histoire mondiale du chemin de fer. En feuilletant l'album du passé, on constate qu'autrefois seul un chemin pour chevaux de poste traversait les hauts plateaux du Qinghai et du Tibet. C'est en 1953 que Mu Shengchong, qui était chargé de l'acheminement des céréales pour le ravitaillement de l'armée chinoise au Tibet, suggéra au gouvernement de construire une route entre le Qinghai et le Tibet. A l'époque, le transport se faisait en effet par caravanes de chameaux. Les animaux progressaient péniblement sur les sentiers enneigés. Le long trajet éprouvait durement les hommes et leurs montures, dont beaucoup mouraient en chemin. L'aval des autorités obtenu, une troupe de plusieurs milliers de soldats s'élança bravement à l'assaut de ce domaine enneigé et réussit en sept mois seulement à construire une route reliant Golmud à Lhassa.

La voie ferrée la plus haute du monde

Bientôt, la ligne ferroviaire Qinghai-Tibet, longue de **1 142 kilomètres**, reliera à son tour Golmud à Lhassa. Cette nouvelle ligne, qui atteindra l'altitude record de **5 072 mètres** au col de Tanggula (Tanghla), permettra de gagner Lhassa après avoir successivement franchi (du nord au sud) la ville de Xidatan, puis les monts Kunlun, Kekexili (ou Hoh Xil) et Tanggula. Traversant le désert de Gobi, des steppes glacées et des zones marécageuses, cette voie ferrée des hauts plateaux sera à la fois la plus haute du monde et celle qui affrontera les milieux naturels les plus hostiles.

Le signal du démarrage des travaux a été donné le 29 juin 2001 par Zhu Rongji, alors Premier ministre, en plein milieu du désert de Gobi, loin de toute présence humaine. Une immense armée de dizaines de milliers de cheminots s'est alors mise en branle et a déferlé sur les territoires enneigés pour y construire une voie ferrée. Trois ans plus tard, le chantier a bien avancé : on en est à poser les rails et à construire les gares. La mise en service de l'ensemble de la ligne est prévue pour le 1er juillet 2007.

Nous voici à Nanshankou, au point de départ de la nouvelle voie ferrée. Je suis guidé par un garde de la réserve naturelle nationale des monts Kekexili. Une base ferroviaire moderne s'offre à mes yeux. Très rapidement, je retrouve sur place des cheminots originaires comme moi du Guizhou [province du sud-ouest de la Chine]. Leur journée de travail terminée, ils sont contents de rencontrer un "pays" en arrivant à la cantine et demandent tout de suite au cuisinier de préparer quelques plats typiques de notre région, avant de m'emmener visiter l'extérieur du chantier.

Ils me racontent qu'à leur arrivée il n'y avait rien d'autre que le désert de Gobi, à perte de vue. L'eau y est une ressource rare et la végétation est quasi inexistante. **Ici, on voit défiler les quatre saisons au fil de la journée** : tantôt le vent souffle et déclenche des tempêtes de sable, tantôt le sol se couvre d'un vaste manteau blanc, tantôt le soleil darde ses rayons brûlants. Dans la journée, le souffle manque pour travailler et, le soir, sous la tente, couchés sur de simples lits de camp, les ouvriers ont du mal à trouver le sommeil. **La vie monotone et insipide des hauts plateaux rend les hommes sensibles aux accès de cafard**. Pour téléphoner à leur famille, ils doivent se rendre à Golmud, à plus de 40 kilomètres. En raison du manque d'eau, il faut souvent attendre plusieurs jours avant de pouvoir se débarrasser de la sueur et de la crasse accumulée au travail. Le climat très pénible, marqué par des **changements de temps incessants**, a forcé nombre de cheminots à abandonner le chantier. Rares sont les travailleurs qui ne souffrent pas à des degrés divers du **mal d'altitude**.

Bientôt, le souper est prêt et pas moins d'une vingtaine de plats alléchants, spécialités du Guizhou, nous attendent. *"Nos amis font un travail très éprouvant. C'est notre devoir de soigner la qualité de la nourriture et de les régaler autant que faire se peut !"* insiste le cuisinier. Alors que le soleil termine sa course vers l'ouest, je fais mes adieux à mes compatriotes du Guizhou. Au même moment, un train chargé de traverses quitte la gare à destination d'un viaduc sur la rivière Tuotuo, près de la source du fleuve Yangtsé, à 400 kilomètres de là. Un ouvrier m'explique que **près de 80 % des traverses de la ligne Qinghai-Tibet ont été produites sur place dans une usine qu'ils ont eux-mêmes construite en seulement quatre-vingt-trois jours. Un véritable exploit !**

Le 27 mai 2002, le secrétaire général du Parti communiste chinois Hu Jintao est venu à la base de Nanshankou. A cette occasion, il a exprimé toute son admiration pour le travail effectué par les ouvriers : *"Construire une ligne aussi haute et aussi longue sur le Toit du monde constitue une prouesse remarquable, sans précédent dans l'histoire de la construction ferroviaire."*

Je souhaite que tout le monde unisse ses forces et lutte opiniâtrement afin que cette ligne Qinghai-Tibet soit un modèle du genre et qu'elle écrive un beau chapitre de l'histoire du développement de l'ouest de la Chine et de l'entraide entre les peuples sur cette merveilleuse terre !"

Le tunnel de Tanggula est la porte nord du plateau du Tibet. Celui-ci est situé entre 4 300 et 4 800 mètres, des altitudes où **le sol reste gelé toute l'année. Le froid y est très vif et l'air rare.** La région se caractérise par une pression atmosphérique très basse, par des **vents violents et par un rayonnement solaire intense.** **Lorsqu'on marche normalement, on a l'impression d'avancer avec une charge de 40 kilos sur le dos.** Alors que la pression atmosphérique se situe en moyenne à 1 000 millibars dans les régions de basse altitude, elle est d'environ 600 millibars à l'altitude du tunnel de Tanggula : une différence de 400 millibars, suffisante pour rendre l'endroit impropre à toute vie humaine.

Le cinquième tronçon de la voie Qinghai-Tibet traverse les monts Tanggula sur 47,98 kilomètres. Survivre en ces lieux est déjà un exploit. Que dire d'y creuser un tunnel ! Le poste de commandement du chantier de la voie ferrée Qinghai-Tibet a pourtant décrété en 2002 que le **creusement du tunnel de 1 686 mètres** sous les monts Kunlun devait être achevé le 26 septembre de la même année. De fait, le 26, à 9 h 19, une énorme explosion retentissait, qui marquait le percement réussi du tunnel. Tout le monde s'étreignait en poussant des cris de joie.

L'un des ouvriers du Guizhou m'a confié : *"Cela fait trois ans que nous nous battons pour faire avancer la ligne Qinghai-Tibet. Pour travailler, nous devons porter des masques à oxygène. Nous mangeons un riz mal cuit même à l'autocuiseur. Les téléphones portables que nous avons apportés ne sont plus que des objets décoratifs et, le soir, quand on s'ennuie, notre seule distraction est de sortir de la tente pour compter les étoiles. Oui, on en bave ! Mais voir avancer peu à peu le tracé de notre voie ferrée dans ce désert de Gobi sans âme qui vive, cela nous fait vraiment chaud au cœur ! "*



SOUILLAT.COM
Comme dans un rêve